

## CASSE DES SERVICES PUBLICS

Les **services publics** incluent :

- **Les fonctions régaliennes d'État** (fonctions de souveraineté de l'État). Elles sont entièrement financées par l'impôt et assurées par des administrations publiques. **La justice, les services de l'État Civil, la sécurité intérieure** (police, gendarmerie, pompiers, police municipale, sécurité civile), **la défense nationale** (armée française), **la diplomatie, les finances publiques** (Trésor, monnaie, impôts), **l'Administration générale de l'État, la gestion des infrastructures** (ponts & chaussées, ports et voies navigables, aéroports, entretien et gestion de la voie et du domaine publics).

- **Les services publics assurés dans un contexte non marchand** : regroupe des services, pour l'essentiel gratuits, financés principalement par l'impôt ou les cotisations obligatoires. Les établissements relèvent du droit administratif, mais ces services associent aussi des organismes privés sous contrat, et des associations). **L'enseignement, la santé, la protection sociale** (la sécurité sociale et l'Aide sociale), **l'emploi, la culture, le sport & les loisirs** (gestion des infrastructures, équipements liés aux voies ou au domaine public), **le logement social, l'environnement** (gestion du patrimoine, forêts domaniales, parcs naturels, parcs et jardins publics, **l'eau potable et l'assainissement**.

- **Les services publics assurés dans un contexte plus ou moins marchand** : Ce sont des services financés principalement par une activité commerciale, mais qui sont considérés comme devant être plus ou moins réglementés et sous un certain degré de contrôle de la part de la collectivité publique. **Services postaux, France Télécom, la Poste, les Télécoms, l'Energie** (gaz et électricité – (le processus de libéralisation de l'électricité a commencé en 1996 avec une directive européenne visant à faciliter la concurrence), **les transports (transports urbains, transports ferroviaires régionaux (TER), ramassage scolaire)** ; **La SNCF** est une SA à capitaux publics mise en concurrence depuis mars 2003 uniquement sur le transport du Fret. **L'Aviation civile** - Pour le service de gestion du trafic aérien l'application d'une réglementation européenne va entraîner sa privatisation, **Radio, télévision et télécoms, Les chambres consulaires**, établissements publics d'État qui représentent les acteurs du secteur privé des secteurs économiques et les aident dans le développement du territoire, ce sont les **chambres de commerce et d'industrie, chambres des métiers et de l'artisanat, les chambres d'agriculture**, elles sont dirigées par des chefs d'entreprise, **Météo France**.

- **Les associations** jouent également un rôle important dans des missions de services publics. Elles cherchent à promouvoir le lien social et la solidarité de proximité, ou encore la démocratie participative. Elles interviennent notamment dans des domaines sanitaires et sociaux tels que l'action sociale, le handicap, l'hébergement, l'humanitaire, l'insertion, la pauvreté, la perte d'autonomie, la prévention, la protection de l'enfance, les réseaux de santé, la formation professionnelle, la culture, le sport, les loisirs, l'animation, etc. **L'économie sociale et solidaire** est reconnue depuis 2014. Elle est en plein développement dans le secteur de l'économie alternative. Elle œuvre dans des domaines tels que le commerce équitable, l'agriculture paysanne, la finance solidaire, l'écologie, l'emploi...

### Historique

- **La notion de service public** trouve ses racines dans l'Ancien Régime, où elle était associée à l'intérêt général défendu par le roi.

- **Au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle la notion d'État providence** apparaît avec John Locke et Montesquieu (philosophes) : l'État doit garantir le bien-être général. Elle a été formalisée avec la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789**, sous la Révolution Française, qui introduit l'idée d'une **mission publique au service de l'intérêt général**.

- **Au début du 19<sup>e</sup> siècle l'eau**, les routes et l'éducation sont déclarés d'intérêt général, ainsi que les services de poste et de santé.

- **En 1945 le Conseil National de la Résistance** crée le **régime général de la Sécurité Sociale** et met en place une **extension massive de la santé, l'éducation et le logement** au bénéfice de l'ensemble de la population. Il va également prendre des mesures telles que la **nationalisation de l'Energie** (création de EDF en 1946), considérant que l'énergie est un bien commun, mais aussi **des assurances et des banques**.

**A la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, début du 21<sup>ème</sup>**, transfert de compétences aux collectivités locales, diversification des modes de gestion (public, privé, partenariat).

La France, grâce à son système de protection sociale, est le pays où l'espérance de vie est la plus longue. Par comparaison, aux USA la visite d'un généraliste 150€, d'un spécialiste 400€. Exemples : Opération d'une appendicite 55000 \$ dont 7000\$ pour un seul scanner. Beaucoup d'Américains renoncent à se faire soigner. 66% des faillites personnelles sont dues à des frais médicaux impayés.

## Désengagement de l'État

Depuis les années 80 les gouvernements successifs ont réduit les impôts aux entreprises, avec la théorie du ruissellement. Baisse des contributions, mise en place du CICE Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, en 2013, sans contrepartie. Depuis 2018 suppression de l'ISF, remplacée par un impôt sur le patrimoine (passée de 5 M€ à 1M€), flat tax prélèvement forfaitaire unique de 30% appliqué aux revenus du capital (dividendes, intérêts, plus-values, assurances-vie), au lieu de l'impôt progressif, qui pouvait taxer jusqu'à 60% les dividendes, ont contribué à des pertes importantes de revenus pour l'État. Le ruissellement n'a pas eu lieu avec les créations d'emploi et d'investissements productifs. Il a par contre permis aux actionnaires de gagner beaucoup plus. Depuis 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, équivaut au financement de plus de 10 000 postes d'enseignants pendant près de 400 ans (chiffres Oxfam). On observe une progression de 5% par rapport à 2023.

Depuis 30 ans l'État multiplie les fermetures de services publics en France, particulièrement en milieu rural et dans les banlieues : maternités, bureaux de poste, trésorerie... Désengagement de l'État dans les services de proximité : crèche, cantines, police municipale, écoles, sport, culture, entretien des routes et des rues. Un exemple : pour une maternité, quand elle est déficitaire, c'est l'État qui finance le reste à charge. Donc regrouper les accouchements dans de plus grandes maternités permet à l'État de faire des économies.

Les dotations globales de fonctionnement (DGF) allouées par l'État aux collectivités locales ont connu une chute marquée, passant de 41,4 milliards d'euros en 2012 à 27 milliards d'euros en 2023, en raison de la suppression de l'indexation sur l'inflation et la baisse des parts régionales, impactant lourdement les investissements locaux et les services de proximité. La suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales en 2023 a privé les collectivités d'une importante source de financement. Les élus locaux estiment un manque estimé à 650 M€ pour la seule année 2023. C'est également dû à la suppression progressive de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Ces pertes sont particulièrement lourdes pour les départements qui doivent de plus assumer des charges en hausse, telles que les dépenses sociales (RSA, aides à l'enfance, etc.). Le contexte inflationniste exacerbe les difficultés financières des collectivités. Depuis 2012, l'inflation globale a atteint 19,7%, et les hausses des coûts énergétiques, particulièrement pour les services publics locaux, ont grimpé jusqu'à 350% en 2023. A cela s'ajoute la hausse des matériaux de construction. On assiste à une externalisation croissante des services publics au profit d'entreprises privées.

## Casse des services publics

### La poste :

La communication par email a certes modifié les comportements. Mais La poste a fait le choix d'augmenter considérablement le prix du timbre au fil des années, afin de privilégier les envois de colis jugés plus rentables. Outre la fermeture de nombreux bureaux de poste, ceux qui sont encore ouverts sont automatisés totalement ou en grande partie, parfois sans aucune présence humaine. Marche forcée à la dématérialisation, dénoncée par la défenseure des droits, qui prive beaucoup d'usagers de leurs droits. 3500 bureaux de poste ont fermé en 4 ans.

**France Telecom** : nombreux suicides du fait de la pression de plus en plus importante exercée sur les employés pour qu'ils soient plus rentables.

### Santé :

Les services bureaucratiques dans les hôpitaux pèsent sur le personnel, qui doit consacrer du temps aux tâches administratives aux dépens du soin. Il doit remplir des tableaux qui visent à mesurer la rentabilité par rapport au privé, alors qu'un hôpital n'est pas censé être rentable. Comme dans tous les autres services publics il y a un manque de personnel à qui l'on dit de faire toujours plus à moyens constants, ce qui finit par poser problème. Les infirmières en France sont payées de 10 à 20% de moins que les autres pays de l'OCDE. A cela s'ajoute la fermeture de lits d'hôpitaux depuis des décennies.

La mortalité infantile en France progresse alors que les naissances diminuent. Avec un taux de décès de 4,1 ‰, le pays est l'un des plus mal classés en Europe. Derrière ce chiffre, des réalités alarmantes : manque de lits en réanimation néonatale, fermetures de maternités, pénurie de soignants et recours croissant aux intérimaires, ce qui dégrade la qualité des soins. Les premiers jours de vie sont les plus critiques : 70 % des décès ont lieu à la maternité. Les inégalités sont marquées selon les territoires. Les professionnels alertent depuis des années, mais les réponses politiques restent insuffisantes. Si des mesures ont été annoncées, elles peinent à compenser des années de désinvestissement. En cause: fermetures de maternités, surcharge des hôpitaux, manque de personnel.

## **Transports :**

Avec l'ouverture à la concurrence, le modèle ferroviaire français pourrait être remis en question. Promesses d'un service amélioré d'un côté, incertitudes sur l'avenir des lignes moins rentables de l'autre : comment garantir un accès au train partout en France ? La SNCF affiche des bénéfices solides, mais son monopole prend fin. Sur les TER et Intercités, les régions peuvent désormais choisir d'autres opérateurs. Pour les TGV, des compagnies italiennes ou espagnoles, comme Trenitalia ou Renfe, s'installent sur les lignes les plus rentables. Cette concurrence est présentée comme une chance d'améliorer le service et de faire circuler plus de trains. Mais les nouveaux entrants sur le marché vont-ils contribuer à l'entretien des voies à la même hauteur que la SNCF ? Les exemples britanniques et allemands font craindre une déstabilisation du système ferroviaire français.

## **La Culture :**

L'État a demandé aux collectivités locales de réduire les dépenses de la culture de 2,2 M€. Cette décision pourrait menacer 2400 emplois dans le secteur.

**Les maisons de Service Public** sont un palliatif à la fermeture de nombreux guichets, elles sont censées regrouper tous les services en un seul lieu. Les fonctionnaires présents, trop peu nombreux, sont aidés par des personnes en service civique très mal payées (619,83€/mois en 2026) et très mal formées supposées aider uniquement les citoyens à l'informatique, mais elles doivent aussi les informer sur d'autres missions du service public. Ces personnes sont amenées à répondre à diverses questions sur l'assurance maladie, les impôts, les allocations familiales, pôle emploi... L'État finance en partie la mise à disposition de Maisons de services au public qui regroupe à elles seules beaucoup de services publics en voie de disparition : une seule personne représente plusieurs fonctionnaires de services publics : la CAF, Pôle Emploi, EDF, les impôts, la retraite, la préfecture et bien d'autres. Les communes financent les locaux et le matériel, l'État 25%, les opérateurs de services publics 25% et les communes financent les 50% restants. Ces services publics de proximité devraient à terme disparaître lorsque tout aura été dématérialisé.

## **Petite enfance:**

Dans des écoles publiques, dans le temps du périscolaire (cantines, études), des enquêtes ont montré des cas de violence, de maltraitance et d'agressions sexuelles, révélant des défaillances importantes dans le recrutement du personnel; dans les crèches privées, plusieurs scandales, économie de personnel, parts de nourriture réduite, maltraitance, agressions sexuelles. Les défaillances du secteur de la petite enfance sont-elles devenues un problème systémique ? Des dysfonctionnements graves ont été relevés ainsi que l'inaction de l'État en la matière. Il y a 460.000 places d'accueil en collectif en France. Parmi elles, 50% relèvent des crèches publiques, 27% des crèches privées et 23% des crèches associatives. Au total, plus de 200 000 places d'accueil manqueraient dans le pays pour accueillir les très jeunes enfants.

## **Retraites :**

On parle du coût important des retraites, et le recours à des fonds de pension privés sont souvent mis en avant. Mais cela peut être dangereux : pour exemple l'entreprise ENRON a fait faillite, les travailleurs qui avaient cotisé toute une vie pour leur retraite ont tout perdu en quelques secondes. L'égalité des salaires hommes-femmes permettrait mécaniquement de générer davantage de cotisations. Les femmes ont une pension d'environ 30% inférieure à celle des hommes (Insee).

## **Emploi :**

La réforme du revenu de solidarité active (RSA), a mis en place 15 heures d'activité hebdomadaires pour les bénéficiaires de l'allocation, et s'est généralisée à tout le territoire. Elle devait permettre aux allocataires « *d'avoir un rythme, de se donner des objectifs (...)* plutôt que *d'être dans l'isolement social* ». Cette réforme est-elle vraiment un "accompagnement pour le retour à l'emploi" ?

## **L'Éducation :**

La fermeture de classes entraîne des classes surchargées (jusqu'à 37 élèves) mais on demande aux enseignants de faire de l'accompagnement personnalisé, de prendre en charge les élèves ayant un handicap : hyperactifs, élèves à fort potentiel, malentendants, dyslexiques.. Les présidents d'université continuent d'alerter sur la crise que traversent les établissements universitaires français, et les graves conséquences de cette dernière sur les jeunes françaises. Parmi les mesures critiquées figurent la mise en concurrence des universités, qui a poussé des établissements à la paupérisation et à la dégradation de la qualité de l'enseignement. Parcoursup : sélection accrue des élèves qui veulent aller dans le supérieur, un moyen de pallier aux manques de places dans les universités ?

## **Burn-out des fonctionnaires**

Pour répondre au déficit public, le gouvernement a décidé d'aligner les règles du public à celles du privé et lutter contre l'absentéisme en durcissant la prise en charge des arrêts maladie des fonctionnaires. Le délai de carence est passé de 1 à 3 jours. Cette mesure a fait économiser 289 millions à la Sécurité sociale. Il a également plafonné le remboursement des 3 premiers mois d'un arrêt maladie à 90 % au lieu de 100 %. Ce qui devrait rapporter 900 M€ par an. Au total, l'État récupère donc 1.2 milliard d'euros. Outre la logique budgétaire, c'est une façon, selon le

gouvernement de lutter contre l'absentéisme des fonctionnaires qui a augmenté de 80% en dix ans. Les agents publics sont confrontés à un conflit de valeurs de plus en plus important : ils sont là pour rendre un service public, pour servir le bien commun, mais ils sont empêchés de le faire. La multiplication de ces injonctions contradictoires fait souffrir les personnes dans leur travail, elles ne peuvent pas à la fois atteindre les objectifs de rentabilité et les objectifs de service public. Il y a une montée en puissance des agents non titulaires qui met est préjudiciable au statut général de fonctionnaire.

### Origine et causes :

Le dénigrement de l'importance de la fonction publique est le produit d'une école de pensée qu'on appelle le nouveau management public qui date des années 1970 et qui s'inspire des manières de manager qui ont cours en entreprise. L'application de ces nouvelles méthodes de management a rajouté des couches de bureaucratie, via ce qu'on appelle, le reporting, c'est-à-dire le fait de remplir en permanence des tableaux pour vérifier la rentabilité des services publics, ce qui n'est pas leur fonction. Ils sont là pour assurer des besoins essentiels, pour le bien commun.

Il y a un sentiment d'effondrement qui existe à peu près dans tous les métiers du public. Non seulement dans ce qui est visible, l'école, les transports, la santé, mais aussi dans les caisses d'allocations familiales, ou des caisses d'assurance vieillesse par exemple, où le nombre insuffisant d'agents se fait sentir. Des start-up privées se sont créées pour faire les calculs de retraite pour les citoyens.

**Différentes municipalités ont investi en termes de création de nouveaux services publics** qui peuvent répondre à des nouveaux besoins des populations, le besoin d'une meilleure alimentation par exemple, des besoins en matière de santé, de traitement de la dépendance ou du handicap qui était existant auparavant mais est largement ignoré, et auxquels des municipalités peuvent répondre dans une certaine mesure. Cependant les collectivités locales ont vu le soutien de l'État diminuer au fil des années, alors qu'elles ont très peu d'impôts à leur disposition, fait accentué par la suppression de la taxe d'habitation. Ces projets municipaux qui sont gérés démocratiquement en lien avec des associations, en lien avec les besoins réels de leurs populations sont suspendus aux financements par le budget général de l'État ou par des appels à projets qui vont mettre une municipalité en concurrence avec l'autre. Il y a de plus en plus de transferts de compétences du national vers le municipal. Mais les moyens qui leur sont alloués étant de plus en plus réduits, les municipalités se trouvent dans l'impossibilité d'assurer pleinement les services publics aux citoyens.

Nous avons besoin de discuter localement, mais aussi de rouvrir un débat national, y compris à l'Assemblée, sur le fait que la dépense publique, ce n'est pas de la dépense, c'est la réponse à des besoins fondamentaux de la population, la redistribution des impôts et cotisations.

### Sources :

France Culture, des services publics en réanimation

<https://www.youtube.com/watch?v=6YBbHfp2KVQ&t=10s>

Documentaire Cash Investigation Services publics : liberté, égalité, rentabilité ?

<https://www.youtube.com/watch?v=PyiSyO5J0bc>

Documentaire Blast : le gouvernement sacrifie les fonctionnaires et condamne les services publics

<https://www.youtube.com/watch?v=GVRyInrad8>

Elucid : mais où partent nos impôts et qui paie <https://www.youtube.com/watch?v=2dg8NlrEadI>

Arte reportages sur les crèches privées

[h3ps://www.arte.tv/fr/videos/119965-000-A/creches-razzia-sur-les-bebes-1-2](https://www.arte.tv/fr/videos/119965-000-A/creches-razzia-sur-les-bebes-1-2)

[h3ps://www.arte.tv/fr/videos/119966-000-A/creches-razzia-sur-les-bebes-2-2/](https://www.arte.tv/fr/videos/119966-000-A/creches-razzia-sur-les-bebes-2-2/)

Cash investigation : périscolaire, établissements privés, enquête derrière le portail de nos écoles

<https://www.france.tv/france-2/cash-investigation/8088696-periscolaire-etablissements-privés-enquete-derriere-le-portail-de-nos-ecoles.html>

France Culture, Mortalité infantile : pourquoi cette singularité française ? <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-le-debat/mortalite-infantile-pourquoi-cette-singularite-francaise-1093190>

La concurrence dans le ferroviaire signe-t-elle la fin d'un modèle ? | France Culture <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-le-debat/la-concurrence-dans-le-ferroviaire-signe-t-il-la-fin-d-un-modele-9860648>

Insee femmes et hommes l'égalité en question <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047747?sommaire=6047805>

Doit-on faire travailler les bénéficiaires du RSA ? | France Culture <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-le-debat/doit-on-faire-travailler-les-beneficiaires-du-rsa-3847924>

La France a-t-elle abandonné ses chercheurs et ses universités ? | France Culture <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-le-debat/la-france-a-t-elle-abandonne-ses-chercheurs-et-ses-universites-3591184>

Scandale de la petite enfance : à qui la faute ? | France Culture <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-debat/scandale-de-la-petite-enfance-a-qui-la-faute-9919402>

Les associations dans le secteur sanitaire et social Réseau national ressources en sciences médico-social [https://rnrms.ac-creteil.fr/IMG/pdf/les\\_associations\\_vf.pdf](https://rnrms.ac-creteil.fr/IMG/pdf/les_associations_vf.pdf)

Les associations et leurs partenaires publics Cairn <https://shs.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-1-page-120?lang=fr>

L'économie sociale et solidaire : une histoire composite issue d'histoires plurielles Cairn <https://shs.cairn.info/revue-informations-sociales-2019-1-page-14?lang=fr>

Mediapart : violence sur les enfants, scandales au périscolaire <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/violences-sur-les-enfants-scandales-au-periscolaire>